

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

CONSULTATION :	25 GH93 21 TVX
OBJET :	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux <b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b>
PROCEDURE :	Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique  Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande
ANNEXE	Annexe 1 - Acceptation du CCP

AVICENNE



125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

JEAN VERDIER



Avenue du 14 juillet,  
93140 BONDY

RENE MURET



Avenue du Dr Schaeffner  
93 270 SEVRAN

*Ce document comprend 27 pages*



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

# SOMMAIRE

<b>ARTICLE I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES</b>	<b>4</b>
<b>SECTION 1.01 OBJET DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>4</b>
<b>SECTION 1.02 DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.03 DATE D'EFFET ET DUREE DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.04 ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE</b>	<b>5</b>
<b>SECTION 1.05 PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 2.01 COMMANDES</b>	<b>6</b>
<b>SECTION 2.02 SUIVI DE L'EMISSION DU BON DE COMMANDE</b>	<b>7</b>
<b>SECTION 2.03 DUREE D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
(A) PHASE CONCEPTION	7
(B) PHASE REALISATION	7
<b>SECTION 2.04 ARRET ET SUSPENSION D'EXECUTION</b>	<b>7</b>
(A) ARRET D'EXECUTION	7
(B) SUSPENSION D'EXECUTION	8
<b>ARTICLE III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS</b>	<b>8</b>
<b>SECTION 3.01 CONDITIONS D'EXECUTION DE LA PRESTATION</b>	<b>8</b>
<b>SECTION 3.02 OBJET DES MISSIONS</b>	<b>9</b>
<b>SECTION 3.03 MODALITES COMMUNES A TOUTES LES MISSIONS DU PRESENT ACCORD CADRE</b>	<b>9</b>
(A) MAITRISE D'OUVRAGE	9
(B) ÉTENDUE DES MISSIONS	9
(C) DOMAINES D'INTERVENTION	9
(D) INFORMATIONS RELATIVES A L'OUVRAGE FAISANT L'OBJET DU CONTROLE	10
(E) PHASAGE	10
(F) LIVRABLES	10
(G) FORMULATION D'AVIS	11
(H) RAPPORT INITIAL ET RAPPORT FINAL	11
(I) RAPPORTS INTERMEDIAIRES EN PHASE CONCEPTION	11
(J) FONDEMENT DES AVIS DU CONTROLEUR TECHNIQUE	12
(K) SUIVI DES AVIS	12
(L) MODALITES DE DIFFUSION DES DOCUMENTS	12
(M) MODALITES DE PRESENCE	12
<b>SECTION 3.04 MISSIONS DE BASE ET COMPLEMENTAIRES</b>	<b>13</b>
(A) MISSIONS DE BASE L + S	13
(B) MISSION COMPLEMENTAIRE Ps	14
(C) MISSION COMPLEMENTAIRE P1	14
(D) MISSION COMPLEMENTAIRE F	14
(E) MISSION COMPLEMENTAIRE PH	15
(F) MISSION COMPLEMENTAIRE TH	15
(G) MISSION COMPLEMENTAIRE HAND	16
(H) MISSION COMPLEMENTAIRE BRD	16
(I) MISSION COMPLEMENTAIRE LE	16
(J) MISSION COMPLEMENTAIRE AV	16
(K) MISSION COMPLEMENTAIRE GTB	17

(L)	MISSION COMPLEMENTAIRE ENV	17
(M)	MISSION COMPLEMENTAIRE HYS	18
(N)	MISSION DE CONSEIL PONCTUEL	18
<b>ARTICLE IV.</b>	<b>AVANCE</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE V.</b>	<b>PRIX DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>18</b>
<b>SECTION 5.01</b>	<b>CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES</b>	<b>18</b>
<b>SECTION 5.02</b>	<b>CONTENU DU PRIX</b>	<b>18</b>
<b>SECTION 5.03</b>	<b>MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE VI.</b>	<b>MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>20</b>
<b>SECTION 6.01</b>	<b>ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS</b>	<b>20</b>
<b>SECTION 6.02</b>	<b>REGLEMENT DES COMPTES</b>	<b>20</b>
<b>SECTION 6.03</b>	<b>PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS</b>	<b>20</b>
<b>SECTION 6.04</b>	<b>DELAI GLOBAL DE PAIEMENT</b>	<b>21</b>
<b>ARTICLE VII.</b>	<b>PENALITES</b>	<b>21</b>
<b>SECTION 7.01</b>	<b>PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE</b>	<b>22</b>
<b>ARTICLE VIII.</b>	<b>RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>22</b>
<b>SECTION 8.01</b>	<b>MOTIFS DE RESILIATION</b>	<b>22</b>
<b>SECTION 8.02</b>	<b>CONSEQUENCE DE LA RESILIATION</b>	<b>23</b>
<b>SECTION 8.03</b>	<b>RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL</b>	<b>24</b>
<b>SECTION 8.04</b>	<b>RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE DES DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DEMANDES</b>	<b>24</b>
<b>ARTICLE IX.</b>	<b>EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE</b>	<b>24</b>
<b>SECTION 9.01</b>	<b>EN CAS DE D'INEXECUTION D'UNE PRESTATION OU DE CARENCE DANS L'APPROVISIONNEMENT EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE</b>	<b>24</b>
<b>SECTION 9.02</b>	<b>APRES RESILIATION PRONONCEE AUX TORTS DU TITULAIRE</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE X.</b>	<b>PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XI.</b>	<b>NANTISSEMENT</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XII.</b>	<b>ASSURANCES</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XIII.</b>	<b>CERTIFICATS</b>	<b>25</b>
<b>ARTICLE XIV.</b>	<b>DROIT</b>	<b>26</b>
<b>ARTICLE XV.</b>	<b>DEROGATIONS AU C.C.A.G.</b>	<b>26</b>

# CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

## Article I. OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES

### Section 1.01 Objet de l'accord cadre

Les stipulations du présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ont pour objet de rappeler les principes et modalités de réalisation des missions de contrôle technique dans le cadre des opérations de travaux ou projets d'opérations de travaux réalisés sur le site immobilier des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis.

Lieux d'exécution :

- Hôpital Avicenne : 125, Rue de Stalingrad 93009 BOBIGNY
- Hôpital Jean Verdier : Avenue du 14 Juillet BONDY 93143 BONDY
- Hôpital René Muret : Rue du Docteur Schaeffner 93 270 SEVRAN

Le contrôleur technique intervient en application de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 et le décret n°78-1146 du 7 décembre 1978 qui instaurent les articles L 111.23 et R 111.30 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Le contenu des différentes missions du contrôleur technique est celui défini dans le décret n°99-443 du 28 mai 1999 qui établit le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique et la norme NF P 03-100 de septembre 1995, complétés et précisés dans le présent C.C.P

#### Accord-cadre à bons de commande

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre mono-attributaire passé en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande.

Le montant des prestations à bon de commande pour toute la durée de l'accord cadre est défini(e) comme suit :

Lot	Désignation	Seuil minimum H.T	Seuil maximum H.T
<b>A</b>	<b>Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b>	<b>Sans objet</b>	<b>250.000 € HT</b>
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I)	Sans objet	150 000€ HT
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)	Sans objet	225 000€ HT
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)	Sans objet	300 000,00€HT

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires au sens de l' article R2122-4 du code de la commande publique.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	4 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

## Section 1.02 Décomposition en tranches et lots

L'accord cadre est divisé en quatre (04) lots désignés ci-dessous :

Lot	Désignation
A	<b>Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b>
B	Missions de Coordination des Systèmes de Sécurité Incendie (C.S.S.I.)
C	Missions de Coordination Sécurité et Protection de la Santé (C.S.P.S.)
D	Ordonnancement, pilotage, et coordination (O.P.C.)

Chacun des lots fera l'objet d'un accord cadre séparé. Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

## Section 1.03 Date d'effet et durée de l'accord cadre

L'accord cadre est conclu pour une période de quatre (4) ans à compter de sa date de notification.

## Section 1.04 Accord-cadre à bons de commande

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la quantité des fournitures à livrer ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

## Section 1.05 Pièces contractuelles de l'accord-cadre

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'Engagement et son annexe financière ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Les bons de commande et la Décomposition de Prix Global et Forfaitaire correspondant à chaque bon de commande ;
- Le programme et/ou tout document annexé au bon de commande ;
- Le mémoire technique ou la note méthodologique sur les dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution de la prestation. Le candidat est tenu de joindre à son offre ce document qui aura une valeur contractuelle après contrôle et accord du maître d'ouvrage ;

Pièces générales :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	5 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (C.C.A.G. PI - option B), en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de contrôle technique établi par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 ;
- L'ensemble des textes administratifs (législatifs et réglementaires) auxquels la prestation est soumise par sa nature (récapitulé sans exhaustivité à l'article 1.1.1. du présent C.C.P.) ;
- Les Normes de l'Association Française de Normalisation ;

Pour exercer sa mission, le prestataire pourra, à sa demande, disposer des documents suivants au fur et à mesure de leur production :

- Le cas échéant, le permis de construire dans sa dernière version dès lors qu'il est délivré, ou l'autorisation de travaux exempts de permis de construire ;
- Le cas échéant, le dossier d'identité du bâtiment concerné ;
- Le ou les marchés des entrepreneurs, à défaut des marchés conclus et dans leur attente, les documents provisoires, selon leur dernière mise à jour ;
- Les différents documents écrits et dessinés constituant les dossiers aux différents stades de la mission de maîtrise d'œuvre.

Il appartient néanmoins au contrôleur technique de formuler ses avis sur la base des textes en vigueur à la date d'obtention des autorisations administratives préalables à la construction de chacun des ouvrages qu'il contrôlera.

**i** Il est précisé que l'ensemble des conditions générales de vente du titulaire ne fait pas partie des documents contractuels.

## Article II. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations de l'accord cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord cadre).

### Section 2.01 Commandes

Les commandes se feront au fur et à mesure des besoins des services. A chaque mission correspond un bon de commande. Le bon de commande indique au moins :

- Le projet ou l'opération concernée ;
- Le contenu de la mission et les différentes phases ;
- Le coût prévisionnel des travaux ;
- La durée prévisionnelle des travaux

Elles seront adressées au titulaire par courriel ou par télécopie.

Les émissions de bons de commande pourront intervenir dès le premier jour d'exécution de l'accord cadre afin de permettre une réalisation à la date de début de l'accord cadre.

Si le titulaire de l'accord cadre est situé dans un autre Etat membre de la communauté européenne, tout bon de commande adressé au titulaire de l'accord cadre par les établissements de l'AP-HP sera établi pour un montant hors taxe. Le bon de commande devra faire figurer le numéro individuel d'identification pour les opérations intra-communautaires de l'AP-HP : FR95267500452.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	6 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

Les bons de commandes ne peuvent être passés dans le délai que pendant la période d'exécution de l'accord cadre.

La durée de validité des bons de commandes ne pourra excéder 3 mois après la fin de l'accord cadre.

Cependant, le délai d'exécution de ces bons peut aller au-delà du terme de l'accord cadre. En conséquence, les commandes passées dans le délai d'exécution de l'accord cadre pourront être exécutées postérieurement au terme de la période de validité de l'accord cadre, dans la limite maximale de trois mois.

## Section 2.02 Suivi de l'émission du bon de commande

A réception, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'adresser dans les 15 jours au responsable du département administration travaux, le bon de commande daté et accepté ainsi la décomposition de la mission par phase en nombre d'heures avec l'échéancier du paiement par phase, établis en rapport avec le cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

## Section 2.03 Durée d'exécution

### (a) Phase conception

Elle débute dès l'émission du bon de commande par le maître d'ouvrage ou son représentant, et finit dès que l'ensemble des marchés de travaux est notifié aux entrepreneurs.

### (b) Phase réalisation

Elle débute au plus tard avant le début de la phase préparation de chantier et finit à la délivrance du procès-verbal de fin de mission délivré par le maître d'ouvrage (au plus tard à la fin du délai de garantie de parfait achèvement).

## Section 2.04 Arrêt et suspension d'exécution

### (a) Arrêt d'exécution

Conformément à l'article 22 du C.C.A.G. P.I., l'arrêt d'exécution des prestations intervient dans les conditions suivantes : le maître d'ouvrage peut décider, pour quelque motif que ce soit, d'arrêter l'exécution des prestations prescrites par bons de commande à l'issue de chaque élément de mission lorsque la mission est décomposée en éléments de mission.

Dans le cadre de la mission conception, si le maître d'œuvre de l'opération, suite à modification de programme, est conduit par avenant à son marché à remettre au maître d'ouvrage un nouveau document d'études relatif à un des éléments de sa mission et si le maître d'ouvrage demande au titulaire une prestation sur ce nouveau document d'études, l'exécution du bon de commande initial est maintenu et l'analyse de ce nouveau document d'études ne donne pas lieu à rémunération supplémentaire.

De même, si le maître d'ouvrage suspend l'approbation d'un document d'étude établi par le maître d'œuvre à la fourniture d'un complément d'études, ou une reprise partielle d'étude, par ce dernier, il pourra être demandé au titulaire une prestation sur ce complément sans rémunération supplémentaire.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	7 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

### (b) Suspension d'exécution

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de suspendre l'opération, et dans cette hypothèse, le bon de commande serait alors réputé suspendu et non arrêté et, pour autant que le maître d'ouvrage en décide ainsi dans un délai maximal de deux ans à compter de la notification de la suspension, et pour autant que ce délai reste dans la durée de l'accord cadre, l'exécution du présent accord cadre serait alors reprise.

Si, à l'expiration du délai de deux ans, le maître d'ouvrage n'a pas notifié son intention de reprendre l'exécution, le bon de commande se trouvera alors arrêté de plein droit.

En cas de suspension puis de reprise de l'opération, toutes sommes forfaitaires dues au titulaire de l'accord cadre faisant l'objet du présent C.C.P. seront indexées en tenant compte de toute la période de suspension selon l'index ingénierie visé ci-après à l'article 5.03.

## Article III. CONTENU DE LA PRESTATION ET DESCRIPTION DES MISSIONS

### Section 3.01 Conditions d'exécution de la prestation

L'exercice des missions de contrôleur technique, comprend l'analyse de documents, la diffusion de rapports, d'avis et de conseils techniques, le contrôle du respect des normes, la réalisation d'études et la participation, lorsque la présence du collaborateur est nécessaire à l'exercice de la prestation et à la demande du maître d'ouvrage, à des réunions entre le maître d'ouvrage et les intervenants de l'opération, ainsi que des déplacements sur chantiers.

Pour l'exécution de chaque bon de commande, le titulaire est tenu d'indiquer au maître d'ouvrage le collaborateur qui exécutera la prestation.

Dans l'hypothèse où le collaborateur n'est plus en mesure d'assurer la mission qui lui a été confié dans le cadre d'un bon de commande afférent au présent accord cadre, le titulaire doit en aviser immédiatement le maître d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Dans cette hypothèse, la désignation du remplaçant est soumise à agrément en application de l'article 3.4.3 du C.C.A.G. P.I. et organisé de la façon suivante :

- ☒ Le titulaire désigne un collaborateur remplaçant et en communique les titres au maître d'ouvrage dans un délai inférieur à 15 jours à compter de la vacance ;
- ☒ Le remplaçant est considéré comme accepté par le maître d'ouvrage si celui-ci ne le récusé pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de cette communication.

Si le remplaçant est récusé par le maître d'ouvrage, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour en désigner un autre à compter de la date de réception de la décision de récusation.

Il appartient au titulaire de prendre l'initiative de solliciter auprès du maître d'ouvrage tout document ou donnée nécessaire à l'exercice de sa mission dans le délai imparti pour l'exécution des tâches, et qui ne lui aurait pas été fourni.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	8 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.) Mars 2025	



Pour l'exercice des missions confiées par bons de commandes, le titulaire est réputé connaître les lois, règlements ou normes en vigueur afférents à l'accord cadre qui lui été attribué.

### Section 3.02 Objet des missions

L'accord cadre régi par ce CCP a pour objet les prestations relevant du domaine du contrôle technique. Elles comprennent les missions de base L et S ainsi que les missions complémentaires décrites dans l'annexe A du décret du 28 mai 1999 relatif au CCTG - CT :

- Mission Ps : sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
- Mission P1 : Solidité des équipements non indissociablement liés
- Mission F : Fonctionnement des installations
- Mission Ph : Isolation acoustique des bâtiments
- Mission Th : Isolation thermique et économies d'énergie
- Mission Hand : Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Mission Brd : Transport de brancards dans les constructions
- Mission LE : Solidité des existants
- Mission Av : Stabilité des avoisinants
- Mission GTB : gestion technique du bâtiment
- Mission ENV : Environnement
- Mission HYS : hygiène et santé dans les bâtiments

Et peuvent comprendre une mission PV ou une mission de conseil ponctuel.

La forme spécifique de l'accord cadre à bons de commande et la durée maximale de cet accord cadre impliquent que les projets concernés par ces missions ne sont pas connus au préalable, et ne sont donc pas décrits dans les documents constitutifs du présent accord cadre.

### Section 3.03 Modalités communes à toutes les missions du présent accord cadre

Ces modalités sont communes à toutes les missions décrites aux articles suivants, en dehors de la mission de conseil ponctuel (art. 2.11).

#### (a) Maîtrise d'ouvrage

Les projets des Hôpitaux Universitaires Paris Seine-Saint-Denis sont conduits par la Direction des Investissements et de la Maintenance.

L'organisation de la maîtrise d'ouvrage sera communiquée au titulaire après commande d'une mission. D'une manière générale, l'interlocuteur privilégié du contrôleur technique, au sein de la maîtrise d'ouvrage, sera désigné en tant que « maître d'ouvrage » dans le présent document.

#### (b) Étendue des missions

Chaque mission débutera dès réception par le titulaire du Bon de commande si celui-ci notifie l'exécution immédiate de la prestation, ou à défaut, de l'ordre de service. Elle s'achèvera à l'expiration du délai de Garantie de parfait achèvement de l'ouvrage.

#### (c) Domaines d'intervention

- A – 1. Démolitions, fouilles, injections, confortement ;
- A – 2. Fondations, structure, injections, confortement ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	9 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

- A – 3. Partitions et finitions des ouvrages relatifs à la protection contre les risques d'incendie et de panique pour les ouvrages faisant l'objet d'une garantie décennale ;
- C – Installations thermiques, de ventilation et de conditionnement d'air, réfrigération et désenfumage ;
- D – Installations électriques et électromécaniques (D1 – courants forts et D2 – courants faibles) ;
- E – Installations sanitaires, de fluides divers y compris fluides médicaux ;
- F – Équipements hospitaliers, dispositions relatives à la protection contre les rayonnements ionisants ;
- G – Équipements industriels et commerciaux ;
- I – Voiries et réseaux divers ;
- J – Reconnaissance des sols ;
- K – En ce qui concerne la solidité des existants, des domaines d'intervention spécifiques supplémentaires sont à prévoir :
  - Les ouvrages d'ossature qui ont été conçus pour recevoir et transmettre aux fondations les charges de toute nature ;
  - Les ouvrages de clos et couverts fixes ou mobiles qui offrent une protection au moins partielle contre les agressions des éléments extérieurs ;
  - Les travaux de renforcement provisoire des existants.

(d) Informations relatives à l'ouvrage faisant l'objet du contrôle

Chaque prestation fera l'objet d'une commande pour une opération de construction donnée. Cette opération sera désignée lors de la commande.

Lors du démarrage de la mission, le maître d'ouvrage remettra une fiche d'informations relatives à l'ouvrage reprenant la composition de la maîtrise d'ouvrage, de la maîtrise d'œuvre, la désignation de l'ouvrage, son adresse, son usage, son classement, la description de l'opération, la nature des travaux, les dates prévisionnelles de travaux ainsi que le coût prévisionnel des travaux.

De manière générale, par la suite, l'opération concernée par la mission commandée sera désignée par « projet de construction ».

(e) Phasage

Les missions du contrôleur technique s'organisent suivant 5 phases :

- Phase conception : le contrôleur examine les différents documents de conception. Cette phase s'achève par l'établissement du rapport initial (cf. infra) ;
- Phase de préparation des travaux : le contrôleur examine les documents d'exécution et formule les avis correspondants ;
- Phase d'exécution des travaux : le contrôleur examine, sur chantier, les ouvrages et équipements soumis à son contrôle, et formule les avis correspondants ;
- Phase de réception des travaux : dès l'arrêt de la phase travaux, en préparation de la réception, le contrôleur technique établit son rapport final (cf. infra) ;
- Période de garantie de parfait achèvement des travaux : le contrôleur examine les travaux effectués pendant cette période, et formule un avis.

(f) Livrables

Tout au long de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis. Il doit, de plus, rendre compte de son intervention sous forme de rapports.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	10 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

Les avis et rapports sont adressés par écrit au maître d'ouvrage. Ils sont numérotés chronologiquement, et doivent y figurer, outre l'avis technique proprement dit, la référence de l'opération, la nature de la mission, l'origine et la date du document examiné (ou la date de visite du chantier), ainsi que la liste des destinataires.

Les documents seront diffusés à l'ensemble des destinataires par le contrôleur technique. Les modalités de diffusion sont décrites à l'article 2.3.9 infra.

Les délais de remise des documents sont précisés à l'article ci-dessus.

#### (g) Formulation d'avis

L'avis du contrôleur technique porte notamment sur les problèmes qui concernent la solidité de l'ouvrage et la sécurité des personnes, et sur l'appréciation des autres éléments relevant de sa mission.

En aucun cas le contrôleur ne doit proposer de solution. Il doit uniquement donner un avis sur les solutions envisagées par le maître d'œuvre et leur traduction par les entrepreneurs.

L'avis doit être clair et explicite : le maître d'ouvrage n'acceptera pas d'avis tels que « il serait souhaitable que... » ; une proposition examinée par le contrôleur technique est acceptable ou ne l'est pas, le contrôleur pouvant ensuite préciser sous quelles conditions la proposition serait acceptable.

Le maître d'ouvrage peut demander au contrôleur de justifier tout avis qu'il formule. Si le maître d'ouvrage considère que l'avis n'est pas motivé, il est en droit de le refuser.

#### (h) Rapport initial et rapport final

Le contrôleur technique établit le rapport initial à l'issue de la phase de conception, et l'adresse au maître d'ouvrage avant signature des marchés de travaux. Il s'agit pour le contrôleur de rendre compte de sa mission en phase conception.

Le contrôleur technique établit le pré-rapport final à l'issue des travaux, lors des opérations préalables à la réception des travaux. Le contrôleur doit adresser le rapport au maître d'ouvrage avant la date de réception des travaux.

Le pré-rapport final permet notamment d'intégrer dans les procès-verbaux de réception des travaux les éventuelles réserves qui s'imposent, dans chacun des domaines d'action du contrôleur technique.

Le contrôleur technique remet un rapport final, un par bâtiment si l'opération en comprend plusieurs, au maître d'ouvrage à l'issue des opérations préalables à la réception (OPR) ; ce rapport doit en particulier récapituler les observations formulées par le contrôleur technique qui, à sa connaissance, n'ont pas été suivies d'effet.

#### (i) Rapports intermédiaires en phase conception

En amont du rapport initial, le contrôleur technique doit remettre au maître d'ouvrage les rapports suivants :

- Un rapport de diagnostic des existants ;
- Un rapport d'avis sur l'avant-projet sommaire ;
- Un rapport d'avis sur les dossiers de permis de construire ;
- Un rapport d'avis sur l'avant-projet définitif ;
- Un rapport d'avis sur le projet et le dossier de consultation des entreprises.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	11 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

(j) Fondement des avis du contrôleur technique

Le contrôleur fonde les vérifications auxquelles il procède pour remplir sa mission, d'une part sur les disciplines scientifiques qui intéressent les domaines d'intervention concernés et qui sont en jeu dans les aléas techniques susceptibles d'être rencontrés, et d'autre part sur les méthodes propres de contrôle qu'il a élaborées.

Le contrôleur technique se réfère, dans ses avis, aux textes et documents suivants, lorsqu'ils existent :

Textes législatifs et réglementaires ;

- Fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Textes techniques de caractère normatif (normes françaises y compris les normes transposant les normes européennes, règles et prescriptions techniques (DTU), avis techniques, agréments européens, appréciations techniques d'expérimentation, règles professionnelles).

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que le contrôleur technique, dans ses avis, se borne à attirer l'attention du maître d'ouvrage sur les risques encourus.

(k) Suivi des avis

Tout au long de sa mission, le prestataire assure un suivi de la prise en compte de ses avis par le maître d'œuvre et par les entreprises, notamment par l'examen des documents rectifiés, mais aussi par les visites de contrôle faites sur le chantier.

(l) Modalités de diffusion des documents

Le contrôleur technique doit adresser les documents qu'il établit comme suit :

Maître d'ouvrage	2 exemplaires papier + 1 exemplaire informatique (PDF) + 1 exemplaire sous EXCEL sur demande
Architecte	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique
Bureaux d'étude	1 exemplaire papier par bureau d'étude concerné + 1 exemplaire informatique
OPC	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique
Entreprises	1 exemplaire papier par entreprise concernée + 1 exemplaire informatique
CSPS	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique
CSSI	1 exemplaire papier + 1 exemplaire informatique

Par ailleurs, les documents adressés au bureau de contrôle, par les divers intervenants (MOA etc) pourront être adressés sous format papier ou sous format électronique. Le Bureau de contrôle devra être obligatoirement en mesure de traiter ces documents.

(m) Modalités de présence

Au titre de chacune de ses missions, le contrôleur technique doit :

- Assister aux réunions de chantier hebdomadaires ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	12 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

- Assister aux réunions, pour lesquelles il est explicitement convoqué, concernant le projet de construction, et abordant les aspects relevant de ses domaines contractuels de prestations.

Dans l'hypothèse où les situations de présence imposées ci-avant ne sont pas suffisantes pour permettre au prestataire de remplir complètement sa mission dans des conditions satisfaisantes, il lui appartient de se rendre sur le chantier chaque fois que le bon déroulement de sa mission et l'exercice de sa responsabilité l'imposent.

## Section 3.04 Missions de base et complémentaires

### (a) Missions de base L + S

Cette prestation regroupe les deux missions de base du contrôleur technique :

- Mission L : Solidité des ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos et couvert et des éléments d'équipement indissociables
- Mission S : Sécurité des personnes dans les constructions

#### À propos de la mission L

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission L sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipements indissociables qui la constituent.

La mission L porte sur les ouvrages et éléments d'équipements suivants :

- Les ouvrages de réseaux divers et de voirie (à l'exclusion des couches d'usure des chaussées et des voies piétonnières) dont la destination est la desserte privative de la construction ;
- Les ouvrages de fondation ;
- Les ouvrages d'ossature ;
- Les ouvrages de clos et de couvert ;
- Les éléments d'équipement indissociablement liés aux ouvrages énumérés ci-dessus.

La mission L ne porte pas sur les travaux préparatoires tels que : démolitions, terrassements, blindages, coffrages, étalements, échafaudages, levages, manutentions.

#### À propos de la mission S

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission S sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la sécurité des personnes dans les constructions achevées. La mission ne s'étend pas à la sécurité des personnes pendant toute la durée des travaux.

Cette mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipements faisant partie des marchés de construction du projet, communiqués au contrôleur technique et visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination.

Relèvent notamment de la mission du contrôleur technique :

- Les dispositions relatives à la protection contre les risques d'incendie et de panique (comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, desserte, cloisonnement et dégagements, moyens de secours, dispositifs d'alarme et alerte, équipements de désenfumage naturel) ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	13 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

- Les installations électriques (courants forts et faibles) ;
- Les réseaux de distribution collective de radiodiffusion ;
- Les installations de chauffage, ventilation, conditionnement d'air, réfrigération et équipements de désenfumage mécanique ;
- Les installations de gaz combustibles et d'hydrocarbures liquéfiés ;
- Les conduits de fumée ;
- Les ascenseurs, monte-charges, escaliers mécaniques, trottoirs roulants ;
- Les nacelles suspendues d'entretien de façades et autres dispositifs d'entretien ;
- Les portes automatiques ;
- Les appareils et installations sous pression de vapeur ou de gaz ;
- Les garde-corps et fenêtres ;
- Les systèmes de gestion automatisée, tels que télégestion, télésurveillance, gestion technique ou administrative centralisée ;
- Les équipements techniques hospitaliers ;
- Les réseaux de fluides médicaux.

#### (b) Mission complémentaire Ps

Cette prestation concerne la réalisation de la mission complémentaire PS « Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme ».

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission PS sont ceux qui, générateurs d'accidents corporels, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives à la protection parasismique dans les constructions achevées. La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement visés par les règles parasismiques.

#### (c) Mission complémentaire P1

Cette prestation comprend la mission complémentaire P1, décrite dans l'annexe A du décret du 28 mai 1999 relatif au CCTG – CT, « Solidité des équipements non indissociablement liés ».

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission P1 sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés.

La mission P1 s'exerce dans les conditions fixées dans l'annexe A de la norme NFP 03-100 au titre de la mission L dont elle constitue le complément.

#### Mission PV

Cette mission du contrôleur technique a pour objet le récolement des procès-verbaux d'essais de réception des équipements et avis sur ces procès-verbaux.

#### (d) Mission complémentaire F

Cette prestation correspond que la mission complémentaire F, décrite dans l'annexe A du décret du 28 mai 1999 relatif au CCTG – CT, « Fonctionnement des installations ».

Les aléas que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement des installations. Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité, pour une installation, à la mise en exploitation, d'assurer le service demandé dans les conditions de performance imposées par les prescriptions techniques contractuelles et, quand ils existent, par les textes techniques à caractère normatif.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	14 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

La mission F porte sur les installations suivantes :

- Réseaux d'alimentation en eau, de chauffage, d'assainissement, de flux médicaux ;
- Chauffage, conditionnement d'air, ventilation mécanique ;
- Installations électriques intérieures (courants forts et faibles) ;
- Ascenseurs, monte-charge, escaliers mécaniques ;
- Protection et distribution d'eau chaude, distribution d'eau froide, évacuations ;
- Distribution collective d'antennes de télévision ;
- Eclairage extérieur ;
- Portes motorisées de garage ;
- Systèmes de fermeture automatique des portes et de contrôle d'accès.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les plans d'exécution ainsi que les notes de calculs justificatives du dimensionnement des installations.

#### (e) Mission complémentaire Ph

La mission Ph a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par le maître d'ouvrage et communiquées au contrôleur technique relativement à l'isolation acoustique des bâtiments. Elle porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction desdites prescriptions.

La protection contre les bruits de voisinage provenant des voies terrestres et zones aéroportuaires classées est prise en compte par le contrôleur technique.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer les prescriptions contractuelles au regard desquelles le contrôleur technique exercera sa mission en l'absence de prescriptions réglementaires, les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés, justifiant de la qualité acoustique des éléments particuliers de la construction ainsi que les études justificatives des constructeurs.

La mission ne comporte pas la réalisation de mesures acoustiques.

En l'absence de mesures acoustiques, les avis formulés par le contrôleur technique ne peuvent constituer qu'une présomption de capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions contractuelles relatives à l'isolation acoustique.

#### (f) Mission complémentaire Th

La mission Th a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie. Elle porte sur :

- Les ouvrages et éléments d'équipement concourant à l'isolation thermique des bâtiments ;
- Les systèmes de chauffage, de climatisation, de production d'eau chaude sanitaire ;
- La ventilation.

Ces examens sont effectués exclusivement sous l'angle de l'isolation thermique et des économies d'énergie.

Pour permettre l'exercice de la mission de contrôle technique, le maître d'ouvrage s'engage à communiquer :

Les devis descriptifs, plans et autres documents techniques concernant les bâtiments, l'implantation et la destination des locaux, les spécifications techniques des systèmes ainsi que les notes de calcul des coefficients réglementaires et les schémas de distribution précisant les répartitions des circuits, le comptage et la régulation ;

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	15 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par des laboratoires spécialisés justifiant de la qualité thermique des éléments particuliers de la construction ;

Les rapports d'essais définis dans les documents normatifs réalisés par les entreprises avant réception, sur l'installation de ventilation mécanique.

(g) Mission complémentaire HAND

Cette prestation correspond à la mission complémentaire Hand, décrite dans l'annexe A du décret du 28 mai 1999 relatif au CCTG – CT, « Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ».

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Hand sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives à l'accessibilité des constructions aux personnes handicapées.

La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipement concourant à la satisfaction de ces exigences réglementaires.

(h) Mission complémentaire Brd

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission Brd sont ceux qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions réglementaires relatives au transport des brancards dans les constructions.

La mission porte sur les cheminements (circulations horizontales et verticales) permettant le passage des brancards.

(i) Mission complémentaire LE

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission LE sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.

Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux ouvrages existants tels que constats des lieux et résultats des études de diagnostic effectuées.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'examen de l'état apparent des existants concernés par les travaux.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic, au sens de la loi n° 85-704 du 12 juillet 1985 modifiée et des textes pris pour son application, et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des existants.

(j) Mission complémentaire Av

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des fondations de l'ouvrage neuf et, le cas échéant, des ouvrages périphériques en infrastructure (reprise en sous-œuvre et voiles périphériques), sont susceptibles d'affecter la stabilité des avoisinants.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	16 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.) Mars 2025	



Le maître d'ouvrage fournit au contrôleur technique les renseignements et documents se rapportant aux avoisinants, tels que résultats des études de diagnostic, résultats des reconnaissances de sols, plans de carrière, constats d'état des lieux, ainsi que les documents techniques décrivant le processus d'exécution des travaux soumis au contrôle.

Le contrôleur technique effectue un contrôle visuel se rapportant à l'objet de sa mission et limité à l'état apparent des avoisinants accessibles.

En l'absence de communication du résultat d'études de diagnostic et de l'état des lieux, le contrôleur technique ne peut prendre en compte, dans l'exercice de sa mission, que les éléments résultant de l'examen visuel de l'état apparent des avoisinants accessibles.

#### (k) Mission complémentaire GTB

Cette prestation concerne la réalisation de la mission complémentaire GTB « Gestion technique des bâtiments ».

La mission GTB vient en complément des missions relatives à la sécurité des personnes et au fonctionnement des installations.

Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui découlent d'un mauvais fonctionnement du système de gestion technique du bâtiment (GTB). Par mauvais fonctionnement, il faut entendre l'impossibilité pour le système de GTB d'assurer, à la mise en exploitation, le service demandé dans le cahier des charges imposé par le maître d'ouvrage aux entreprises.

La définition des critères et niveaux de qualité du système de GTB relève du maître d'ouvrage qui fait connaître de façon précise au contrôleur technique ses exigences en la matière et lui communique en conséquence le cahier des charges susvisé.

L'installation soumise au contrôle est celle assurant la gestion des équipements contrôlés au titre de la mission relative au fonctionnement des installations ainsi que des équipements anti-intrusion et de contrôle d'accès dans la mesure où ils sont associés au système de gestion technique du bâtiment.

#### (l) Mission complémentaire ENV

Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôleur technique contribue au titre de la mission ENV sont ceux qui, générateurs d'incendie et d'explosion, découlent de défauts dans l'application des dispositions réglementaires relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement.

La mission ENV porte sur les ouvrages et éléments faisant partie des marchés de la construction communiqués au contrôleur technique et visés, du point de vue des risques d'incendie et d'explosion, par la législation et la réglementation relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement applicables à la construction du fait de sa destination telle que définie dans le dossier de déclaration ou de demande d'autorisation.

Ne relèvent pas de la mission les équipements et aménagements spécifiques des activités professionnelles, à l'exception de ceux, énumérés dans l'accord cadre, qui ont conduit au classement des installations en raison des risques d'incendie et d'explosion visés par la législation relative à la protection de l'environnement.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	17 / 27
	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b>	
CCP	Mars 2025	

#### (m) Mission complémentaire HYS

La mission du contrôleur technique a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire, dans les constructions achevées, aux prescriptions réglementaires relatives à l'hygiène et la santé en ce qui concerne :

- L'aération des locaux à pollution non spécifique (ventilation naturelle ou mécanique, ouvrants, évacuation des produits de combustion) ;
- La distribution d'eau (distribution d'eau froide, production et distribution d'eau chaude) ;
- Les installations sanitaires (existence et implantation des installations) ;
- Les installations d'évacuation des eaux usées (eaux ménagères et eaux-vannes) ;
- L'évacuation des ordures ménagères (local poubelle, vide-ordures).

#### (n) Mission de conseil ponctuel

Le Maître d'ouvrage pourra demander des missions ponctuelles n'entrant pas dans le cadre des missions précitées. Pour cela, le prestataire établira un devis sur la base des prix journaliers ingénieur ou technicien tels qu'ils figurent dans le cadre de prix joint à l'offre. Un bon de commande sera adressé au contrôleur technique après acceptation de ce devis.

## Article IV. AVANCE

Le titulaire bénéficie de l'avance, sous réserve des conditions visées aux articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique. Il peut y renoncer en le mentionnant expressément sur l'acte d'engagement.

## Article V. PRIX DE L'ACCORD CADRE

### Section 5.01 Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est passé à prix global et forfaitaire pour chaque mission ou élément de mission défini par le bon de commande.

La rémunération du titulaire est établie pour chaque bon de commande par application du barème de rémunération figurant au cadre de prix annexé à l'acte d'engagement.

### Section 5.02 Contenu du prix

Le prix comprend toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents à la mise en œuvre de la prestation à savoir l'ensemble des moyens en personnels et en matériels adaptés en qualité et en quantité à la mission, objet du présent accord cadre, sont exclus des frais les moyens mis à la charge des autres intervenants dans l'opération, soit au titre de leur accord cadre s'il est passé, soit prévus dans les pièces des accords-cadres à passer et les frais d'assurance résultant des dispositions prévues au présent C.C.P.

### Section 5.03 Modalités de variations des prix

L'accord cadre est conclu à prix ferme durant la 1ère année contractuelle et pourra faire l'objet d'une révision de prix à chaque échéance annuelle

La révision de la rémunération fixée au bon de commande s'effectuera conformément à la réglementation en vigueur, par l'application de la formule ci-après :

$$R = R0 [0,125 + 0,875 (Im / I0)]$$

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	18 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.) Mars 2025	

Dans laquelle :

R = fraction de la rémunération à régler

R0 = fraction correspondante de la rémunération initiale figurant à la D.P.G.F. qui suit l'émission du bon de commande

Im et I0 = index ingénierie publiés au B.O.C.C.R.F.

Le dénominateur I0 est l'index de référence ingénierie correspondant au mois « M0 » figurant à l'article 2.3 de l'acte d'engagement

Le numérateur Im est l'index du mois d'exécution de la prestation, objet du décompte.

A chaque l'acompte, l'indice des précédents acomptes devra être repris pour mise à jour. L'arrondi du coefficient devra être arrondi supérieur à 3 chiffres après la virgule

Exemple

Exemple

REVISION - SITUATION .XX.										
	REVISION	FORMULE :	0,125	0,875						
	MOIS MO		INDEX	112,5	ING					
PHASE	MOIS D'EXECUTION	MONTANT HT	%	MTT HT DU FAIT GENEREATEUR DE FACTURAT.	CALCUL COEFF DE REVISION			DEFINITIF= D PROVISOIRE=P	REVISIONS	FACTURATION DE RENUMERATION REVISE HT
					IN	CR	ARRONDI			
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								DEFINITIF= D		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		
								PROVISOIRE=P		

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à Cellule des Marchés Publics, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif avec un préavis de 1 mois avant la date prévue pour l'application de la révision. Passé ce délai de forclusion, les prix resteront ceux de la période précédente. Les demandes seront à adresser à

Hôpitaux Universitaires Paris Seine Saint Denis  
Cellule des Marchés Publics  
125, route de Stalingrad  
93009 Bobigny

En réponse la cellule des marchés adressera au titulaire de l'accord cadre une lettre d'accord ou de désaccord motivé dans un délai de 15 jours à compter de la date de réception de la demande.

En cas d'accord, la révision prendra effet à la date anniversaire de l'accord cadre.

Clause de sauvegarde

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	19 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.) Mars 2025	

Si l'augmentation de prix résultant de la révision est supérieure à 3%, les hôpitaux HUPSSD se réservent la possibilité de résilier l'accord cadre sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité.

## Article VI. MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### Section 6.01 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du C.C.A.G.-P.I.

### Section 6.02 Règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord cadre fait l'objet d'acomptes, comme indiqué ci-après :

- En conception, le règlement des sommes dues au titulaire de l'accord cadre fait l'objet d'acomptes correspondant à 100% de chaque élément de mission prévu par le bon de commande. La demande d'acompte n'intervient que postérieurement à la remise des avis sur les éléments de mission prévus par le bon de commande ;
- Pour l'élément PRO, 50% du montant indiqué au bon de commande sont demandés au moment de la remise de l'avis sur PRO et de l'intégration des clauses et recommandations concernant la sécurité dans les CCAP et les CCTP des entrepreneurs. Le solde intervient après remise du rapport initial au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage ;
- En réalisation, jusqu'à la réception de l'ouvrage, et dans la limite de 80% du prix figurant au bon de commande des acomptes mensuels seront facturés ; 10% interviendront au moment de la remise du DOE et le solde, 10%, sera requis à la délivrance du procès-verbal d'achèvement de la mission.

Pour le calcul des acomptes mensuels, le montant obtenu par l'application du pourcentage indiqué supra au prix figurant au bon de commande en réalisation est divisé par le nombre entier le plus proche (par excès) de mois contenus dans le délai d'exécution fixé au calendrier d'exécution des travaux.

### Section 6.03 Présentation des demandes de paiements

La facture devra être, au format dématérialisé, sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Numéro de Siret APHP 26750045201928 et code service en fonction des sites :

- 095 pour Avicenne
- 032 pour Jean Verdier
- 069 pour René Muret

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signé ou non signé) cf. <http://www.economie.gouv.fr/aife/facturation-electronique>.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	20 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)	
	Mars 2025	

Les acomptes visés au présent article seront calculés à partir du forfait de rémunération figurant dans le bon de commande.

Chaque acompte ainsi que le solde feront l'objet d'une demande de paiement datée et comprendra :

Les factures doivent indiquer :

- Nom et adresse du créancier
- N° de son compte bancaire ou de son C.C.P. tel que précisé sur l'acte d'engagement
- Les numéros de SIRET ou SIREN et du registre du commerce
- Le code APE
- La désignation des prestations réalisées
- Le montant hors taxes par article et hors taxes avec remise (si remise proposée)
- Le taux et le montant des taxes
- Le montant total des prestations réalisées T.T.C.
- Les numéros des bons de commande
- Le numéro de l'accord cadre
- Les n° des bons de réception des services et leur date.

Les prestations hors accord cadre devront faire l'objet d'une facturation différente.

Pour les titulaires établis dans un autre Etat membre de la Communauté européenne, la facture est établie pour un montant hors taxe avec le numéro de TVA intra-communautaire AP-HP. Le montant de l'engagement s'entend cependant TTC. Le paiement de la TVA est effectué à l'ordre de Monsieur le Directeur spécialisé des finances de l'AP-HP (code TPGAP K 99194) selon la réglementation en vigueur sur la TVA intra-communautaire.

## Section 6.04 Délai global de paiement

Le délai de paiement prévu aux articles L2232-6 à L2232-7 du code de la commande publique susvisé est celui qui s'impose à l'acheteur en application du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le Comptable assignataire des paiements est : Monsieur le Directeur spécialisé des finances publiques de l'Assistance Publique à Paris

Le délai maximum de paiement est de 50 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Le taux appliqué est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

## Article VII. PENALITES

Le titulaire de l'accord cadre devra s'attacher à ne pas retarder de déroulement de l'opération.

A cet effet et à défaut de les obtenir spontanément, il lui appartient de mettre en demeure les intervenants de l'opération pour obtenir les renseignements qui lui sont nécessaires pour réaliser sa mission en fonction du calendrier de la conception fixé à la maîtrise d'œuvre et du calendrier de la réalisation des travaux fixé aux entreprises, calendriers qu'il est réputé connaître et avoir en temps opportun intégrés dans son organisation de travail.

Il devra respecter les délais indiqués pour les tâches répertoriées dans le tableau ci-après.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	21 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

Le titulaire ne pourra en aucun cas exciper pour justifier son retard d'un défaut de données qu'il n'aurait pas demandées au maître d'ouvrage ou à intervenant dans l'opération.

En cas de retard, et faute pour le titulaire d'avoir présenté une justification recevable, une pénalité de 1/10 de la rémunération forfaitaire totale correspondant au bon de commande considéré pourra lui être appliqué par jour calendaire de retard par rapport au délai fixé par le présent cahier des charges ou le bon de commande et pour chacune des tâches de retard.

Les délais pour remettre les documents sont fixés comme suit :

DOCUMENTS	DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS
Rapport sur diagnostic des existants/APS/APD/PRO/DCE	2 semaines pour chaque
Rapport initial	2 semaines
Avis sur les documents d'exécution	2 semaines
Avis sur chantier	1 semaine
Pré-rapport final	2 semaines
Rapport final	2 semaines
Rapport à l'issue de la période de parfait achèvement	3 semaines

Par ailleurs, au cas où le maître d'ouvrage serait pénalisé pour un non-respect des dispositions légales par suite d'un défaut d'exécution de la présente mission de la part du titulaire, il sera appliqué à ce dernier une pénalité égale à l'amende infligée au maître d'ouvrage sur le point défectueux sans préjudice de toute autre action ou réparation du dommage subi.

Le contrôleur encourra une pénalité de 150 €HT pour absence à toute réunion à laquelle il doit assister : réunions de chantier, réunions diverses programmées ou pour lesquelles il a été convoqué.

En phase travaux, il doit une présence obligatoire à toutes les réunions ; la fréquence pourra être augmentée à la demande expresse du maître d'ouvrage.

## Section 7.01 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## Article VIII. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

### Section 8.01 Motifs de résiliation

Le présent accord cadre pourra être résilié par le maître d'ouvrage sans préjudice de tous les autres droits, actions et recours dont le maître de l'ouvrage pourrait disposer en vue de la réparation du préjudice qu'il pourra éventuellement avoir subi, le coordonnateur ne pouvant, pour sa part, prétendre à aucune indemnité :

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	22 / 27
CCP	Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.) Mars 2025	

- A. Au cas où le titulaire n'exécuterait pas ou ne respecterait pas une obligation quelconque lui incombant en vertu du présent accord cadre, ou l'un des engagements qui y sont contenus et où il ne serait pas porté remède à ce manquement dans les quinze (15) jours suivant la mise en demeure émanant du maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, d'exécuter ladite obligation ou ledit engagement,
- B. Aux cas où, le titulaire étant une personne morale :
- Celle-ci serait absorbée par une autre entité ou absorberait une autre entité, et où la propriété de la majorité des actions ayant droit de vote du coordonnateur viendrait à changer de mains, sous quelque forme que ce soit et pour quelque raison que ce soit,
  - Les personnes physiques désignées à l'acte d'engagement ne seraient plus salariées de cette personne morale ou ne rempliraient plus les conditions légales leur permettant de réaliser la mission, et si le remplacement de cette personne physique ne recevait l'agrément du maître d'ouvrage,
- C. Au cas où le titulaire étant une personne physique, celle-ci viendrait à décéder ou encore ne remplirait plus les conditions légales lui permettant de réaliser sa mission :
- N'a pas effectué à temps la formation spécifique qui lui est imposée,
  - Lorsqu'une plainte est déposée auprès du juge des référés, par l'inspecteur du travail, faisant état d'une carence du coordonnateur, chargé de la sécurité et de la protection de la santé.
- D. Au cas où l'arrêt de l'exécution des prestations interviendrait à la demande du titulaire, la résiliation ne donnera pas lieu au versement d'une indemnité.

Par dérogation à l'article 22 et conformément à l'article 36 du CCAG PI, la résiliation de l'accord cadre donne lieu au versement d'une indemnité dans les cas suivants :

- E. Au cas où le maître de l'ouvrage ne pourrait poursuivre l'opération pour tout motif technique, ou financier,
- F. En cas de sursis de statuer, de refus ou de retrait du permis de construire, de référé ou de recours gracieux, hiérarchique ou contentieux, d'ouverture d'une procédure de modification ou de révision des documents d'urbanisme devant rendre impossible l'octroi du permis de construire, de modification ou de révision ayant le même effet, de refus du maire de proposer la modification ou la révision des documents d'urbanisme lorsque celle-ci est nécessaire à l'obtention du permis de construire, de refus de modification ou de révision dans le même cas.

Ladite résiliation prendra effet à la date prévue dans la notification de résiliation envoyée par le maître d'ouvrage.

## Section 8.02 Conséquence de la résiliation

Le règlement des prestations déjà exécutées se fera en appliquant l'ensemble des clauses du présent accord cadre relatif au calcul de la rémunération du titulaire.

Dans les hypothèses visées aux alinéas (a) à (d) ci-dessus, les suites onéreuses de la résiliation seraient mises à la charge du titulaire et incluses dans le décompte de solde.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	23 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

Dans les hypothèses visées aux alinéas (e) et (f) ci-dessus, l'indemnité sera de 5% du montant HT du bon de commande diminué du montant HT non révisé des prestations exécutées.

Le titulaire s'engage à remettre au maître d'ouvrage tous les documents en sa possession concernant l'opération, sans attendre la liquidation des comptes entre les parties ou les paiements qui pourraient lui être dus par le maître d'ouvrage, lesquels seront subordonnés à la remise des dits documents.

Quelle que soit la cause ou la responsabilité de la résiliation, le maître d'ouvrage sera libre de faire poursuivre le présent contrat par un tiers de son choix, et d'engager des poursuites judiciaires à l'encontre du titulaire de sécurité évincé.

### **Section 8.03**      Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra à titre aucune indemnisation.

En complément de l'article 36 du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier, sans indemnité, l'accord cadre pour tout motif d'intérêt général, notamment en cas d'abandon du projet lié à l'accord cadre, ainsi que pour des considérations s'attachant à l'organisation et au fonctionnement du service public hospitalier.

### **Section 8.04**      Résiliation en cas d'inexactitude des documents et renseignements demandés

Concernant l'accord cadre, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles aux articles R2143-3 et R2143-6 à R2143-10 du code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R2143-8 de code de la commande publique, il sera résilié aux torts du titulaire.

## **Article IX.      EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE**

### **Section 9.01**      En cas de d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en cours d'exécution de l'accord cadre

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les HUPSSD pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de son choix aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 27 du C.C.A.G.- P.I.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

Dans ce cas, le titulaire de l'accord cadre est tenu d'informer par écrit le pouvoir adjudicateur de la date de reprise de l'exécution : à défaut, l'établissement ne pourra être tenu pour responsable d'un prolongement de l'exécution de l'accord cadre auprès d'un tiers fournisseur, et le titulaire de l'accord cadre en supportera les conséquences financières.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	<b>24 / 27</b>
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	



## Section 9.02 Après résiliation prononcée aux torts du titulaire

Conformément aux articles 27 et 39 du CCAG-P.I., en cas de résiliation pour faute, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur, tout en faisant supporter l'éventuel surcoût par le titulaire défaillant.

## Article X. PRESTATIONS NON COMPRISES DANS L'ACCORD CADRE

Conformément à l'article R2194-2 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur pourra en cas de prestations ne figurant pas dans cet accord cadre, mais dont l'exécution est devenue nécessaire à la suite d'une circonstance imprévue, avoir recours à une modification de l'accord cadre.

## Article XI. NANTISSEMENT

L'accord cadre peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-46 à R2191-62 du code de la commande publique.

## Article XII. ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un marché d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Article XIII. CERTIFICATS

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que les HUPSSD n'en fassent la demande express, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord cadre. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, les HUPSSD recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution de l'accord cadre, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux	25 / 27
CCP	<b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b> Mars 2025	

## Article XIV. DROIT

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations, qui pourraient subvenir entre les HUPSSD et le titulaire de l'accord cadre, ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

*Tribunal administratif de Paris 7, rue de Jouy 75181 Paris cedex 04.*

*Téléphone : 01 44 59 44 00, Télécopie : 01 44 59 46 46.*

*E-mail : greffe.ta-paris@juradm.fr*

## Article XV. DEROGATIONS AU C.C.A.G.

Les dérogations aux C.C.A.G.- P.I., explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

Articles du présent CCP	Articles du C.C.A.G.- F.C.S. auxquels il est dérogé	Objet
Section 2.04	Article 22 du C.C.A.G.- P.I.	Arrêt de l'exécution des prestations
Articles IV	Article 14.1 du C.C.A.G.- P.I.	Pénalités de retard d'exécution
Section 8.03	Article 40 du C.C.A.G.- P.I.	Résiliation pour motif d'intérêt général



**AP-HP.**  
**Hôpitaux universitaires**  
**Paris Seine-Saint-Denis**

Hôpitaux Universitaires de Paris Seine Saint Denis | Cellules des marchés | 125, rue de Stalingrad | 93009  
Bobigny | 01.48.95.57.22 | [avc-cellule.marches@aphp.fr](mailto:avc-cellule.marches@aphp.fr)

# ACCEPTATION DU CCP

---

CONSULTATION : 25 GH93 21 TVX

---

OBJET : Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux  
**Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)**

---

PROCEDURE : Accord-cadre sur appel d'offres ouvert soumis aux dispositions de l'article R 2124-1 du Code de la Commande Publique  
Il suit les dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique relatives aux accords-cadres à bons de commande

---

Je soussigné(e) .....<sup>1</sup> atteste pour le compte de la société .....  
avoir pris connaissance et accepter les conditions des Cahier Des Clauses Administratives et techniques.

A ..... Le .....

Signature et cachet de la société

---

<sup>1</sup> Nom et qualité de la personne qui engage la société au même titre que l'acte d'engagement

25 GH93 21 TVX	Prestations Intellectuelles en Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour les opérations de travaux <b>Lot A - Missions de Contrôle Technique (C.T.)</b>	<b>27 / 27</b>
CCP	Mars 2025	